

Point de Presse du Conseil d'Etat

14 novembre 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat

M. Christophe Genoud, vice-chancelier d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales	4
Sécurité ferroviaire : tous les milieux intéressés doivent être consultés	4
Pour un soutien au courant d'origine renouvelable et des allègements en faveur des grands consommateurs d'électricité.....	5
Enseignement : intégration de l'IHEID au degré tertiaire.....	5
Genève	6
Assermentation de M. Guillaume Barazzone.....	6
Promulgation de la nouvelle constitution	6
Extension des compétences des agents de police municipale et des gardes-frontière	7
Mesures d'investigation secrète avant ouverture d'une enquête.....	7
Capacité financière des communes : indice général pour l'année 2013	8
Approbation des comptes 2011 de 44 communes genevoises	9
Indexation des prestations sociales et des prestations complémentaires familiales.....	10
Allocations familiales : stabilisation des frais de gestion	10
Assurance-maternité cantonale : diminution du taux de cotisation pour 2013	11
Réinsertion de personnes en difficultés socio-professionnelles : soutien à l'Orangerie.....	11
Soutien au Centre genevois de consultation pour les victimes d'infractions	12
Formation continue : renforcement des formations qualifiantes	12
Renforcement de la base légale relative aux traducteurs-jurés.....	13
Aboutissement du référendum contre la fusion des caisses de pension de l'Etat.....	13
3 mars 2013 : votation fédérale et cantonale et élection complémentaire à Soral	14
Nomination.....	15
Transports publics genevois : présidente nommée	15
Entrée en vigueur de lois	16
Agenda des invitations à la presse	17

Genève-Confédération

Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales

En prévision de la [session d'hiver du parlement fédéral](#) qui se tiendra du 26 novembre au 14 décembre prochains, le Conseil d'Etat a rencontré ce jour les membres genevois du Conseil national et du Conseil des Etats dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Cette rencontre traditionnelle a été l'occasion d'aborder différentes thématiques d'actualité, parmi lesquelles les investissements fédéraux en matière de mobilité, la réforme de l'imposition des entreprises III, la régulation de la démographie médicale ou encore le marché des vins suisses.

Sécurité ferroviaire : tous les milieux intéressés doivent être consultés

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de l'environnement, de l'énergie et de la communication (DETEC) relative à la [nouvelle ordonnance sur la participation des gestionnaires d'infrastructure aux frais de mise à disposition des services d'interventions sur les installations ferroviaires \(OFSI\)](#).

S'il est favorable à l'adoption de lignes directrices régissant les rapports entre sapeurs-pompiers des CFF et des collectivités publiques proposée par le projet d'ordonnance, le Conseil d'Etat constate que la Confédération n'a pas pris en compte les dispositions émanant de la Coordination suisse des sapeurs-pompiers et de la Fédération suisse des sapeurs-pompiers. Elle a également fait fi des organisations existantes au sein des différents cantons.

Le Conseil d'Etat ne peut donc accepter en l'état le projet d'ordonnance et demande à la Confédération d'examiner la possibilité de mettre sur pied un groupe de travail composé de représentants de tous les milieux intéressés, afin de garantir une prise en compte effective de l'ensemble des critères pertinents.

Pour toute information complémentaire : M. David Gysler, inspecteur cantonal du feu, DS, ☎ 022 546 58 11, ou M. Fabrice Etienne, direction des transports collectifs, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 38.

Pour un soutien au courant d'origine renouvelable et des allègements en faveur des grands consommateurs d'électricité

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation lancée par la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national (CEATE-N) sur l'[avant-projet de révision de la loi sur l'énergie](#) mettant en œuvre l'[initiative parlementaire intitulée « Libérer les investissements dans le renouvelable sans pénaliser les gros consommateurs »](#).

Le gouvernement genevois approuve la modification proposée, qui vise à renforcer le soutien à la production de courant d'origine renouvelable. Il est également favorable aux allègements financiers pour les grands consommateurs d'électricité, qui devront s'engager à améliorer leur efficacité énergétique.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie, DS,
☎ 022 327 93 64.*

Enseignement : intégration de l'IHEID au degré tertiaire

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant la [loi sur l'instruction publique \(LIP\)](#). La nouveauté est l'inscription dans la loi de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) comme institution universitaire appartenant au degré tertiaire de l'enseignement du canton, au même titre que l'Université et les Hautes écoles spécialisées (HES-SO Genève).

Le gouvernement fixe ainsi dans une base légale l'existence de l'IHEID, dont le mandat de service public est par ailleurs défini dans une convention d'objectifs faisant l'objet d'une ratification par le Grand Conseil.

Par cette modification, le gouvernement affirme son soutien, conjointement avec la Confédération, à une institution qui joue un rôle particulier dans le renforcement de la Genève internationale et le rayonnement de Genève et de la Suisse.

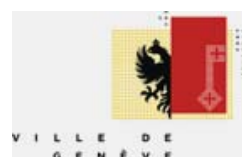
Plus largement, il entend également donner un ancrage légal à sa politique d'enseignement supérieur. Les Hautes écoles genevoises sont amenées à collaborer, à développer leur complémentarité et à valoriser la place académique cantonale et son rayonnement dans le paysage suisse des Hautes écoles ainsi que sur la scène internationale.

Pour toute information complémentaire : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité d'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15.

Assermentation de M. Guillaume Barazzone



M. **Guillaume Barazzone**, conseiller administratif élu de la ville de Genève, a prêté serment ce jour dans la salle du Conseil d'Etat devant le gouvernement *in corpore*.



M. Barazzone a été élu le dimanche 4 novembre dans le cadre du [scrutin complémentaire](#) visant à repourvoir le siège laissé vacant par M. Pierre Maudet suite à son [élection au poste de conseiller d'Etat](#), le 17 juin dernier.

Le nouveau conseiller administratif est entré en fonction immédiatement après sa prestation de serment.

Promulgation de la nouvelle constitution

Le Conseil d'Etat a adopté l'arrêté de promulgation de la [nouvelle constitution de la République et canton de Genève](#), acceptée en [votation populaire le 14 octobre 2012](#). Conformément à son article 224, la nouvelle constitution entrera en vigueur le 1^{er} juin 2013, à l'exception des dispositions transitoires énoncées aux articles 229, alinéa 2 et 231, qui sont entrées en vigueur dès l'approbation du texte par le corps électoral.

Le présent arrêté, de même que le texte complet de la nouvelle constitution, seront publiés dans la Feuille d'avis officielle (FAO) du 20 novembre 2012.

Le Conseil d'Etat sollicitera prochainement l'octroi de la garantie fédérale. Par ailleurs, il déposera bientôt au Grand Conseil les premiers projets d'adaptation de la législation genevoise.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Extension des compétences des agents de police municipale et des gardes-frontière

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la [loi d'application du Code pénal suisse et d'autres lois fédérales en matière pénale](#). Par l'ajout d'une nouvelle disposition, il s'agit de donner juridiquement aux agents de police municipale (APM) et aux membres du corps des gardes-frontière (CGFR) la compétence de procéder à des actes simples relevant de l'exercice de la police judiciaire, dans des domaines d'infractions communément commises (audition, rédaction d'un rapport).

En effet, les agents de la police municipale et ceux du CGFR sont quotidiennement amenés à procéder à l'interpellation de personnes ayant commis une ou des infractions. Actuellement, ils ne peuvent y donner d'autre suite que la remise de la personne à la police genevoise, qui doit dès lors assurer tout le suivi administratif. Cette manière de faire cause des pertes de temps considérables. Elle retient par ailleurs des policiers – généralement des gendarmes – dans leurs postes, diminuant d'autant la présence visible de la police sur le terrain et ses possibilités d'intervention.

A l'heure où se définit une véritable dimension de police de proximité à Genève, à l'heure aussi où tous les autres cantons frontaliers ont conclu des accords de collaboration avec le CGFR, prévoir que les APM et les membres du CGFR ont compétence, de même que les membres de la police genevoise, de procéder à une audition et de rédiger un rapport s'inscrit dans la logique d'une sécurité qui se conçoit dans la modernité.

*Pour toute information complémentaire : M. Antoine Landry, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 26.*

Mesures d'investigation secrète avant ouverture d'une enquête

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant partiellement la [loi sur la police \(LPol\)](#) par l'ajout de trois nouveaux articles afin de constituer la base légale actuellement manquante en matière de mesures d'investigation secrète avant l'ouverture d'une enquête. Il s'agit de donner juridiquement à la police la compétence de procéder à l'observation préventive, à des recherches préventives secrètes et à des actes d'enquête sous couverture.

Depuis l'introduction, le 1^{er} janvier 2011, du [Code de procédure pénale unifié](#), de telles mesures préalables à l'ouverture d'une enquête ne sont en effet plus prévues, alors qu'elles l'étaient auparavant. Il appartient aux cantons d'en ancrer la réglementation dans leur propre législation, de façon à permettre notamment l'accomplissement de la mission fondamentale de maintien de la sécurité publique (art. 3 al. 1 litt. c [LPol](#)) et de la mission consistant à empêcher la commission d'infractions.

L'introduction de cette base légale ponctuelle est indépendante de l'actuelle réflexion portant sur la révision générale de la loi sur la police. Elle revêt un certain caractère d'urgence. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat a décidé de ne pas attendre le dépôt d'un projet de nouvelle loi sur la police pour l'adopter.

*Pour toute information complémentaire : M. Antoine Landry, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 26.*

Capacité financière des communes : indice général pour l'année 2013

Le Conseil d'Etat a déterminé l'indice général de capacité financière des quarante-cinq communes genevoises et a procédé à leur classement pour l'année 2013. Malgré un recul de son indice, Cologny demeure en première position, tandis que Chancy reste situé à l'autre bout du classement. Vingt-et-une communes ont vu leur indice progresser, alors que vingt-quatre ont subi une diminution. L'écart entre l'indice le plus élevé et l'indice le plus faible est resté stable.

	Commune	2012	2013	
1.	Cologny	318.15	270.18	↘
2.	Genthod	229.86	262.57	↗
3.	Vandœuvres	215.68	185.77	↘
4.	Pregny-Chambésy	171.96	157.45	↘
5.	Collonge-Bellerive	159.19	147.36	↘
6.	Carouge	142.81	144.64	↗
7.	Plan-les-Ouates	122.67	132.54	↗
8.	Anières	158.67	130.60	↘
9.	Satigny	138.84	128.93	↘
10.	Chêne-Bougeries	136.06	128.47	↘
11.	Genève	126.97	127.43	↗
12.	Céligny	151.98	124.32	↘
13.	Corsier	118.26	107.42	↘
14.	Jussy	87.92	100.21	↗
15.	Meyrin	94.97	98.33	↗
16.	Russin	51.01	93.35	↗
17.	Veyrier	93.23	91.12	↘
18.	Hermance	103.61	90.21	↘
19.	Choulex	83.32	84.68	↗
20.	Presinge	94.00	83.73	↘

	Commune	2012	2013	
24.	Bellevue	70.21	76.64	↗
25.	Perly-Certoux	71.34	72.94	↗
26.	Lancy	70.74	71.15	↗
27.	Meinier	72.15	68.13	↘
28.	Cartigny	76.46	67.66	↘
29.	Laconnex	60.72	63.26	↗
30.	Gy	60.89	61.02	↗
31.	Chêne-Bourg	57.26	59.00	↗
32.	Bardonnex	57.17	54.51	↘
33.	Dardagny	57.85	53.70	↘
34.	Puplinge	55.99	51.40	↘
35.	Confignon	52.70	51.36	↘
36.	Soral	54.09	49.80	↘
37.	Collex-Bossy	46.67	46.54	↘
38.	Bernex	48.19	46.22	↘
39.	Versoix	42.92	45.75	↗
40.	Vernier	43.78	45.33	↗
41.	Avusy	41.99	44.35	↗
42.	Onex	43.42	43.44	↗
43.	Aire-la-Ville	41.88	40.58	↘

21.	Grand-Saconnex	81.23	81.74	↗
22.	Thônex	74.97	80.35	↗
23.	Troinex	99.33	79.59	↘

44.	Avully	39.13	39.59	↗
45.	Chancy	33.33	32.88	↘

L'indice général de capacité financière de chaque commune correspond à la moyenne arithmétique de l'indice annuel des trois derniers exercices connus (2009, 2010 et 2011) établi par le département des finances en collaboration avec le département de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement. Cet indice permet de calculer, avec d'autres éléments, la « part privilégiée » de chacune des communes. Celle-ci sert à déterminer la répartition de l'impôt sur les personnes physiques entre la commune de domicile et la commune de travail. L'indice permet aussi de calculer, avec d'autres éléments :

- la part de chaque commune au Fonds de péréquation financière intercommunale, alimenté par une partie de l'impôt sur les personnes morales ;
- la part des communes ayant droit aux prestations du Fonds intercommunal ;
- la part des communes à diverses subventions cantonales concernant les investissements des communes (bâtiments scolaires communaux, réseau secondaire d'assainissement des eaux, etc.).

A Genève, la capacité financière des communes est calculée chaque année au moyen de quatre indices : celui des revenus par rapport au nombre d'habitants, celui des revenus par rapport au nombre d'élèves des écoles communales, celui des revenus par rapport à l'importance du domaine public à charge des communes, ainsi que celui du taux des centimes additionnels communaux.

Pour toute information complémentaire : M. Marc Gioria, direction générale des finances de l'Etat, DF,
☎ 022 546 13 18.

Approbation des comptes 2011 de 44 communes genevoises

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2011 des communes genevoises, à l'exception de ceux de la commune de Genthod.

Ces communes présentent un total cumulé d'excédent de revenus de 65,496 millions de francs, ce qui représente une diminution de 120,494 millions (-65%) par rapport aux comptes 2010.

La Ville de Genève présente un excédent de revenus de 33,654 millions de francs. Sans tenir compte des résultats de la Ville, les communes de Bellevue, Lancy, Vernier et Versoix totalisent environ 50% de l'excédent de revenus 2011. On constate également que l'excédent de revenus 2011 des villes (soit les communes de plus de 10'000 habitants) totalise environ 18,6 millions de francs (28%). En incluant le résultat de la Ville de Genève, ce total s'établit à 52,3 millions de francs (80%). La fortune nette des communes s'est par ailleurs accrue de 2% en 2011 pour atteindre un total de 3,3 milliards de francs.

Les budgets 2011 des communes sous-évaluaient les revenus puisque l'écart cumulé entre les budgets 2011 et les comptes 2011 fait apparaître un excédent de 62,7 millions de francs.

Seules les communes de Chêne-Bougeries, de Confignon et de Troinex présentent un excédent de charges, qui s'élève respectivement à 2,337 millions de francs, 1,004 million de francs et 1,488 million de francs.

A la demande du département de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement, autorité de surveillance des communes, la commune de Genthod doit encore revoter ses comptes 2011, une demande qui fait suite à la recommandation de la Cour des comptes dans son audit du 4 octobre dernier y relatif.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 41.

Indexation des prestations sociales et des prestations complémentaires familiales

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'application de la loi sur les prestations cantonales complémentaires à l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité afin d'indexer les montants destinés à la couverture des besoins vitaux des prestations cantonales complémentaires à l'AVS et à l'AI à compter du 1^{er} janvier 2013.

Le taux d'indexation est identique à celui décidé par le Conseil fédéral pour les rentes AVS et AI et les prestations complémentaires fédérales, soit 0,84%. Le revenu minimum cantonal d'aide sociale garanti par les prestations complémentaires cantonales AVS/AI s'élèvera, dès le 1^{er} janvier 2013, à 25'555 francs par année pour une personne seule et à 38'333 francs pour un couple.

Le gouvernement a également modifié le règlement relatif aux prestations complémentaires familiales. A compter du 1^{er} janvier 2013, les montants destinés à la couverture des besoins vitaux des prestations complémentaires familiales seront ainsi indexés de 0,84%, comme pour les prestations complémentaires cantonales AVS/AI. Le montant servant de base au calcul des prestations complémentaires familiales s'élèvera donc, dès le 1^{er} janvier 2013, à 25'555 francs par an.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 19.

Allocations familiales : stabilisation des frais de gestion

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'exécution de la [loi sur les allocations familiales](#), fixant le taux de frais de gestion de la caisse d'allocations familiales pour les personnes sans activité (CAFNA) à 4,2% pour l'année 2013, contre 5,6% actuellement.

Suite à l'adoption par le peuple de l'[initiative 145 « Pour des allocations familiales dignes de ce nom ! »](#), les montants des allocations de naissance ou d'accueil, des allocations pour enfant ainsi que des allocations pour formation professionnelle ont augmenté depuis le 1^{er} janvier 2012. Cette augmentation des prestations a entraîné une croissance des sommes distribuées. Les frais de gestion de la CAFNA sont calculés sur la base d'un pourcentage des montants distribués. Il est donc normal que ce pourcentage diminue.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 19.

Assurance-maternité cantonale : diminution du taux de cotisation pour 2013

Suivant la proposition du conseil d'administration du Fonds cantonal de compensation de l'assurance-maternité, le Conseil d'Etat a décidé de diminuer, à partir du 1^{er} janvier 2013, le taux de cotisation paritaire de l'assurance-maternité cantonale à 0,084% des salaires et/ou revenus soumis à cotisation, contre 0,09% actuellement.

Depuis le 1^{er} juillet 2005, date d'entrée en vigueur de l'assurance-maternité fédérale, le régime cantonal de l'assurance-maternité ne sert plus que des prestations en complément au régime fédéral. Pour des raisons pratiques et suivant le vœu des caisses chargées de l'application de la [loi cantonale](#), le taux de cotisation de 0,26% avait été maintenu jusqu'à la fin de l'année 2005. Depuis le 1^{er} janvier 2006, ce taux était fixé à 0,04%, un niveau artificiellement bas, en raison d'un excédent de réserves que le fonds avait cumulé pendant les six derniers mois de l'année 2005.

L'épuisement de ces réserves avait poussé le Conseil d'Etat à fixer un taux de 0,09% dès le 1^{er} janvier 2010, de manière à assurer le financement des prestations. A la lumière de l'évolution des réserves, le Conseil d'Etat a estimé que ce taux pouvait être réduit à 0,084% dès le 1^{er} janvier 2013.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 19.

Réinsertion de personnes en difficultés socio-professionnelles : soutien à l'Orangerie

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi renouvelant pour la période 2013-2016 une aide financière d'un montant de 246'000 francs par an à l'entreprise sociale [l'Orangerie](#). Ce soutien s'inscrit dans le cadre du [programme public](#) C03 « Mise en œuvre et conduite des mesures d'action sociale ». Il est assorti d'un nouveau contrat de prestations.

Fondée en 1985, l'Orangerie a pour objectif de réinsérer par l'emploi des personnes en difficultés socio-professionnelles. Elle offre pour cela un cadre de travail avec des horaires à respecter, une vie d'équipe et la possibilité d'acquérir des compétences professionnelles. Ce faisant, elle donne à chacun la possibilité de trouver sa place et son rythme tout en étant confronté aux réalités et aux exigences professionnelles et relationnelles d'une petite entreprise.

Grâce à l'aide financière de l'Etat ainsi qu'aux revenus qu'elle dégage de ses activités, l'Orangerie emploie chaque année une quinzaine de personnes en contrat à durée déterminée. Les candidats doivent être majeurs, avoir l'autorisation de travailler en Suisse, posséder des notions de base en français et ne pas être au bénéfice de l'assurance-invalidité, ni de l'assurance-chômage.

Active auprès d'une clientèle publique et privée, l'Orangerie compte cinq secteurs d'activité : travaux de voirie, de jardinage, de peinture, de débarras, ainsi qu'un secteur laverie. Cette dernière activité, nouvellement créée, vise à réduire le coût et le gaspillage de ressources en mettant à disposition des organisateurs d'événements et des gérants de lieux publics un service de gobelets en plastique consignés et réutilisables.

Pour toute information complémentaire : M. Vito Angelillo, directeur chargé des politiques d'insertion, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.

Soutien au Centre genevois de consultation pour les victimes d'infractions

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi accordant à l'association du Centre genevois de consultation pour victimes d'infractions une indemnité de fonctionnement d'un montant annuel de 1,165 million de francs pour la période 2013-2016. Cette subvention s'inscrit dans le cadre du [programme public](#) C03 « Mise en œuvre et conduite des mesures d'action sociale ». Elle est assortie d'un nouveau contrat de prestations.

Le centre a ouvert ses portes en janvier 1994, suite à l'entrée en vigueur de la [loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions \(LAVI\)](#). Il a pour mission de répondre aux besoins immédiats des personnes victimes d'infraction pénale portant atteinte à leur intégrité physique, sexuelle ou psychique. Sont ainsi concernées les personnes victimes de lésions corporelles, y compris suite à des accidents de la circulation causés par des tiers fautifs, d'agressions, de viols, de tentatives de viol, de contraintes sexuelles ou de harcèlement sexuel, d'actes d'ordre sexuel sur enfants, d'incestes, de contraintes, de menaces, de séquestrations ou de traite des êtres humains.

L'intervention du centre LAVI se situe à l'intersection des domaines juridique, psychologique et social. En 2011, le centre a suivi 2266 situations, dont 70% de nouveaux cas. Il a aussi poursuivi le développement de son site Internet sur la violence conjugale, www.violencequefaire.ch, mis en ligne en décembre 2007.

Pour toute information complémentaire : M. Vito Angelillo, directeur chargé des politiques d'insertion, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.

Formation continue : renforcement des formations qualifiantes

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'application de la loi sur la formation des adultes (RFCA).

En matière de formation continue, le Conseil d'Etat veut désormais privilégier les formations qualifiantes. Il s'agit des formations qui conduisent à l'obtention d'un titre reconnu officiellement, à l'instar des certificats fédéraux de capacité, des brevets, des maîtrises, des diplômes ou encore des certificats de formation continue délivrés par les hautes écoles ou les universités. Font également partie des formations qualifiantes des formations reconnues au niveau cantonal qui se réfèrent à l'acquisition de compétences requises pour l'apprentissage tout au long de la vie et qui couvrent les domaines de la lecture, de l'écriture et des mathématiques élémentaires.

Inscrites désormais dans le RFCA, ces formations pourront donner droit à un cumul de trois chèques annuels de formation, soit un montant de trois fois 750 francs. En mettant en évidence les formations qualifiantes et en renforçant leur développement, le canton de Genève fait preuve d'innovation et d'engagement et met des moyens financiers à disposition de publics qui n'ont pas toujours les ressources pour se former.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquo, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25 ou 079 308 21 88.

Renforcement de la base légale relative aux traducteurs-jurés

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi sur les traducteurs-jurés.

L'activité de traducteur-juré consiste à traduire par écrit, avec exactitude et intégrité, principalement à partir d'une autre langue vers le français, subsidiairement du français vers une autre langue, tout document dont la traduction nécessite une certification officielle. Pour être autorisées à porter le titre et à exercer l'activité de traducteur-juré dans le canton, les personnes concernées doivent être assermentées par le Conseil d'Etat.

A la suite d'une demande de pratiquer l'activité de traducteur-juré formée par une candidate ne disposant pas du diplôme universitaire requis, la Chambre administrative de la Cour de justice a constaté, dans un [arrêt du 1^{er} novembre 2011](#), que le [règlement actuel sur les traducteurs-jurés](#), fondé directement sur la constitution genevoise, aurait dû aussi se fonder sur une base légale formelle. Cette décision a été [confirmée le 3 mai 2012 par le Tribunal fédéral](#).

Le présent projet vise à fixer dans une loi formelle les axes principaux en matière d'activité de traducteur-juré. Il s'inspire très largement du règlement actuel, dont il « remonte » les dispositions essentielles au niveau légal. Un avant-projet a été soumis à la consultation des milieux intéressés avant l'adoption du présent projet. Les adaptations réglementaires suivront ultérieurement.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Aboutissement du référendum contre la fusion des caisses de pension de l'Etat

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement d'une demande de référendum cantonal contre la [loi instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève \(LCPEG\)](#), du 14 septembre 2012.

La vérification des signatures déposées a donné les résultats suivants :

- signatures annoncées : 9720
- signatures contrôlées : 8284
- signatures validées : 7014

Le nombre de 7000 signatures exigé par la [constitution](#) (art. 53) pour faire aboutir le référendum est atteint. La votation populaire sur cet objet est fixée au 3 mars 2013 (voir [ci-après](#)).

Le délai de recours à la Chambre administrative de la Cour de justice est de six jours. Il court dès le lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

3 mars 2013 : votation fédérale et cantonale et élection complémentaire à Soral

Le Conseil d'Etat a arrêté les sujets cantonaux suivants pour être soumis au vote populaire le 3 mars 2013 :

- L'[initiative 146 « Stop aux hausses des tarifs des Transports Publics Genevois »](#) ;
- La [loi instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève \(LCPEG\) \(10847\), du 14 septembre 2012](#).

A la même date, le Conseil fédéral soumettra au vote populaire les objets suivants :

- L'[arrêté fédéral du 15 juin 2012 sur la politique familiale](#) ;
- L'[initiative populaire du 26 février 2008 « contre les rémunérations abusives »](#) ;
- La [modification du 15 juin 2012 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire](#).

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 14 janvier 2013, avant midi.



Par ailleurs, vu la démission de M. Jean-Claude Egger, maire de la [commune de Soral](#), le Conseil d'Etat a également fixé au 3 mars 2013 la date de l'élection complémentaire pour procéder à son remplacement.

Les candidatures sont ouvertes auprès du service des votations et élections jusqu'au lundi 3 décembre 2012 à 12h00. L'élection sera tacite si une seule candidature est présentée.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Transports publics genevois : présidente nommée



Le Conseil d'Etat a désigné Mme **Anita Frei** en qualité de présidente du conseil d'administration des Transports publics genevois (TPG).

Mme Frei est licenciée en lettres et diplômée en architecture et urbanisme de l'Université de Genève. Sa formation pluridisciplinaire l'a amenée à participer à de nombreuses études d'aménagement et à conduire des recherches en histoire de l'architecture, de l'urbanisme et du territoire, dont une partie a fait l'objet de publications.

Dans le même temps, Mme Frei s'est engagée dans la vie publique genevoise : elle a siégé au Grand Conseil, où elle a notamment participé activement aux travaux des commissions des transports et de l'aménagement.

Depuis 2008, Mme Frei est membre du conseil d'administration des TPG, dont elle assume actuellement la vice-présidence. Elle bénéficie d'une connaissance concrète et approfondie des enjeux touchant la mobilité à l'échelle du Grand Genève.

Les défis qui attendent le nouveau conseil d'administration des TPG (voir [point de presse du 26 septembre 2012](#)) et sa présidence sont nombreux. Ils concernent plus particulièrement l'évolution du réseau genevois et le développement des trams transfrontaliers, en perspective de la mise en service du CEVA et de son RER, sans oublier la nécessaire stabilisation de la deuxième plus importante société de transports publics urbains de Suisse, qui a connu un développement sans précédent au cours des dix dernières années.

Le Conseil d'Etat tient également à exprimer sa gratitude à M. Patrice Plojoux, à l'issue de son mandat, pour son engagement de longue date au sein des TPG depuis douze ans, tout d'abord en qualité d'administrateur, puis de président du conseil d'administration depuis 2007.

Durant sa présidence, M. Plojoux a particulièrement contribué à la mise en place d'une nouvelle gouvernance de l'entreprise. Grâce à sa participation à diverses instances transfrontalières tel le Comité régional franco-genevois (CRFG) ou le Conseil du Léman, il a notamment renforcé les TPG dans leur rôle d'opérateur principal de la région franco-valdo-genevoise et contribué à élargir la communauté tarifaire à d'autres acteurs, orientant ainsi la mobilité du Grand Genève vers l'avenir.

Par ailleurs, son action sur le plan international en faveur des transports collectifs a conduit l'Union internationale des transports publics (UITP) à choisir Genève pour accueillir en mai prochain son Congrès mondial 2013.

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 327 96 12.

Entrée en vigueur de lois

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Constitution de la République et canton de Genève, du 14.10.2012	Assemblée constituante	1 ^{er} juin 2013 (sauf art. 229, al.2 et 231 : 14 octobre 2012 ; voir plus haut)
Loi du 14.09.2012, modifiant la loi concernant la Fondation de la commune de Chêne-Bourg pour le logement (PA 558.00) (L10970)	Conseil d'Etat	Samedi 17 novembre 2012

Le lien hypertexte vers la loi sera activé le jour de sa parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
19 novembre 18h30	Le viol, un crime à géométrie variable ? (conférence-table ronde)	Uni Mail Amphithéâtre MR080 40, bd du Pont-d'Arve	DS UniGE	Muriel Golay (DS) ☎ 022 388 74 50 ou 078 621 60 44 Julie Michaud (UniGE) ☎ 022 379 77 96 ou 076 401 75 45
22 novembre dès 8h15	11 ^e Journée du logement	Uptown Geneva 2, rue de la Servette	DU	Rafaële Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
22 novembre 11h30	L'observatoire des violences domestiques présente son premier bilan	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DS	Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49
22 novembre 14h00	Forum sur les emplois de solidarité	Globe de la science et de l'innovation du CERN	DSE	Catherine Santoru ☎ 022 388 24 38 ou 079 417 33 89